

Interview FNE

Maryse ARDITI, Responsable réseau énergie France Nature Environnement

14 mars 2011

=> Pour le début, pourriez-vous présenter votre association ?

Alors, ce n'est pas une association, France Nature environnement c'est une **Fédération** qui fédère elle-même, allez, une centaine de fédérations soit régionales soit nationales et qui elles-mêmes chacune re-fédèrent un nombre d'associations, on doit fédérer à peu près 3000 associations ; c'est un rassemblement d'une part très importante du milieu environnemental de terrain qui est sur place, c'est à dire que ce n'est pas Green Peace, c'est une fonction d'appareil, elle n'a pas d'adhérents, elle a des donateurs... Mais voilà on est un peu une structure comme ça, d'où quand on parle pour FNE on fait attention à ce qu'on dit puisqu'il faut qu'une part importante puisse se reconnaître dans les paroles qui sont portées par les gens, ce n'est pas moi qui dis ce que ce je pense...

=> Justement par rapport à tout ce mouvement et par rapport à la question du nucléaire, comment est-ce que FNE se positionne ?

Alors, euhhhh, FNE jusqu'il n'y a pas très longtemps, et même je pense qu'elle elle le continuera, elle ne sera pas en pointe dans le combat sur le nucléaire... on va dire que **son combat prioritaire c'est l'environnement au sens large**, local, euh donc, l'eau, la flotte, les sols, etc. même même les risques industriels on n'y est nationalement que depuis une petite dizaine d'années et encore c'est à partir d'ADS (?) que nationalement, localement aussi, il y a des associations qui se battent contre une usine polluante, il y en a partout comme ça, mais comme structure nationale c'est à partir d'ADS qu'on y rentré un peu et puis on a mis un peu de temps pour qu'on s'organise un vrai réseau risques et impacts industriels qui commence à être structuré et qui fasse sens. Donc évidemment on a eu pendant sept ans, de 2000 à 2007 il y avait une commission énergie assez efficace assez active euhhhhh, vous savez comme ça compte beaucoup, même s'il y a un salarié de temps en temps, on compte beaucoup sur les bénévoles, mais de temps en temps un bénévole il part ailleurs, etc. et bon euh, et donc là on entend de reconstituer un réseau énergie euh, car on ferme l'affaire sur euh, le débat public sur le « pénétrant » qui est intervenu avec force dans le débat public qui s'est même battu pour obtenir une (....) du débat et qu'il a eu, et puis euh, ensuite, bah il y a eu, bah voilà un dossier d'acteurs aussi, personnel pour FNE, avec l'idée qu'on ne voulait pas, qu'on n'avait pas besoin de ce réacteur. L'idée c'était basée sur, basé sur l'idée, on a fait les comptes d'abord sur les Français il n'y a pas besoin de ce réacteur pour les besoins des français, et normalement si on en fait trop on exportera, donc euh, attention prévoyez vous de toutes les frontières de THT parce qu'il faudra exporter. Bon. Après, le photovoltaïque, euh, puis lentement on entend sur le gaz de schiste, voilà !

Donc, sur le nucléaire, bah la meilleure phrase c'est la phrase du dernier communiqué qu'on a fait qui est parti hier soir, grosso-modo **les risques du nucléaire atteignent, sont dans des proportions inacceptables, il faut trouver les moyens d'en sortir**. La maîtrise de consommation en priorité, l'énergie renouvelable en second et après, oui il y a des ajustements de résidus mais il faut

que tout ce qui aujourd'hui est l'énergie principale deviennent dans 20 ans les énergies complémentaires au cœur de l'énergie principale.

La maîtrise de consommation d'abord, les énergies renouvelables mixtes, aussi bien l'eau, les énergies marines, le vent, le soleil, etc. en utilisant des (...) les inconvénients des uns et des autres, certains sont aléatoires d'autres sont contrôlables, certains utilisent beaucoup d'espace d'autres utilisent peu d'espace, pour faire simple, voilà et il faut que toutes les autres formes fossiles, nucléaire, etc. deviennent des restes complémentaires, à petites échelles.

=> Donc vous n'êtes pas d'accord avec le discours qui propulse l'énergie nucléaire au rang des énergies qui participent à la réduction des gaz à effet de serre ?

Alors, **nous par définition on a une vision globale des risques**. C'est-à-dire, on ne dit pas « ce n'est pas grave s'il peut y avoir un accident nucléaire comme Tchernobyl pourvu que ça se passe bien avec l'effet de serre. Voilà ! Donc nous on a une vision globale du raisonnement et des visions qu'on appelle multicritères c'est-à-dire, par exemple on n'est pas du tout contre l'utilisation du gaz, on trouve que par rapport à tous les autres c'est le plus intéressant, mais le gaz de schiste quand on voit ce que ça va donner c'est non tout de suite, on ne peut pas tuer la flotte, l'environnement, voilà ! Donc, notre analyse part toujours d'une vision globale des risques et d'une analyse un peu pondérée. Donc **sur le nucléaire c'est vraiment non**, d'autant qu'on sait très bien que dans pas très longtemps si on ne passe pas aux surgénérateurs on va aller dans le mur pour l'uranium et si on passe aux surgénérateurs ça va, on a déjà vu ce que ça donné, c'est bon, il faut arrêter. Donc, on pense que les inconvénients du nucléaire surpassent de loin le fait, parce qu'il a un autre inconvénient le nucléaire, il est bcp moins souple à gérer que par exemple une centrale à gaz, il ne suit pas la courbe de consommation, de toute façon il a suivi ça par paliers et puis le reste il y a forcément qqch qui suit la courbe de consommation, et c'est pas lui. Donc il amène une rigidité dans le système électrique qui sait que c'est plus difficile par exemple pour un système qui a bcp bcp de nucléaire d'accueillir les intermittences comme l'éolien et le solaire que dans un système qui en aurait très peu. Donc voilà, en plus, donc non, on considère... alors on ne dira pas comme les autres qui consomment autant de trucs, mais nous on fait la différence et on la fait, c'est assez rigolo parce qu'aujourd'hui au niveau des ministères il y a des gens qui sont très très, comment on appelle ça, dans les calculs, marginalistes c'est-à-dire qui compte c'est ce que rapporte le dernier qu'on met en place donc, si c'est ça regardez le coût du CO2 marginal de notre électricité. Le marginal de notre électricité c'est le charbon en Allemagne. Sauf de temps en temps un peu d'hydrauliques. Ca c'est ça le marginal, donc pour en dire autant.

=> Que pensez-vous des engagements et la communication d'Areva en matière de sécurité ?

Je trouve très honnêtement scandaleux, si elle a du fric qu'elle prépare un peu mieux ses chantiers comme celui de la Finlande et qu'elle le fasse un peu plus proprement plutôt que, elle fait la pub pour qui ?! attendez ! que Danone fasse de la pub pour ses yaourts on peut en discuter, mais au moins ils vendent des yaourts à Monsieur tout le monde c'est normal qu'il explique qu'il y a du bon yaourt, là il vendent pas de réacteurs donc c'est pas la peine qu'ils fassent de la pub. Donc elle se paye mais 20 millions d'euro sur la table, de dollars je ne sais plus, pour se faire une virginité de l'image, mais c'est à proprement parler scandaleux ! Et cette entreprise, comme EDF, c'est une entreprise d'Etat, il du fric l'Etat pour faire ça ?! Mais faisons des choses avec, qu'il fasse de l'économie d'énergie avec, qu'il soutienne l'agriculture écologique au lieu de réduire les trucs de

l'agriculture biologique, on est à la recherche des moindre centimes sur des niches pour aider à faire évoluer les économies dans le bon sens et on les retire, donc je trouve ça vraiment scandaleux ! Y compris ceux chez nous, qui sont plus ou moins, il y en a, bon personne trouve le nucléaire génial, mais il y en a qui disent on ne sait pas faire sans... dans toute la gamme, mais nous on veut bien qu'on arrête avec les centrales nucléaires, mais dis-moi comment tu les remplaces ! Alors on dit ça prend du temps, il faut le planifier et bon... mais même ceux-là ils trouvent que c'est scandaleux ! Je pense qu'à mon avis c'est contre-productif pour Areva ! Ce qu'elle ne comprend pas c'est que même les gens qui disent que ce n'est pas trop mal il en faut qu'on ne peut pas faire autrement pour partir autrement, pensent que c'est quand-même pas normal qu'ils gaspillent, c'est-à-dire à elle ça lui rapporte quoi ?! Ca ne lui rapporte pas un client, c'est pas comme si on regardait la pub et se dire « ah, c'est super Areva je vais chez elle ! », non ! donc voilà ! Donc là il y a gaspillage, scandaleux, du fric public, j'ai envie de dire à la fin, le fonctionnaire quand il parle d'Areva c'est l'Etat, donc de notre fric pour faire de la pub !

=> En ce qui concerne, car comme notre controverse porte sur l'extraction de l'uranium, que pensez-vous sur la question de la sécurité des mines et s'il y a un baromètre qui puisse bien mesurer les effets ?

Le baromètre = Le revenu moyen par habitant d'un pays égal le niveau de sécurité qu'on mettra dans ces mines ! Exemple : Le Canada a les mines les plus riches du monde plus de 10%, c'est incroyable, sinon en moyenne le nucléaire c'est entre 0,5 et 1% voire 2% on est content quoi ! Vraiment on est très content... en France on a exploité jusqu'à 0,3%, donc voilà ! Il y a qqch de totalement malhonnête dans les petits desseins, on les a eu pendant 30 ans, on ne les voit plus maintenant, on vous mettait un petit machin comme ça, ce petit morceau d'uranium ah, ça c'est autant d'énergie que (...), alors ce qu'on oublie de vous dire c'est que le petit morceau d'uranium comme ça, pour être comme ça on a mis un gros tas (éclats de rire) ! voilà ! mais ça on ne vous l'a jamais dit ! parce que ce gros tas il n'est pas chez nous donc on s'en fout...

Donc (...) le mec il lance ses truc comme d'habitude, dans les 3 premières années ils voient des gens tomber avec de cancer des poumons en 3 ans... 10 à 20 fois plus d'uranium que dans une mine normale c'est aussi 10 à 20 fois plus de radon donc il faut une ventilation proportionnelle si on veut que les mecs soient en sécurité. Ca ils ont 20 ans à le comprendre...

Au Niger, le niveau moyen, aucune importance, là-bas ils peuvent mourir, on exploite dans les conditions les plus invocables, là vous allez voir des gens qui travaillent sur le terrain soient la CRIIRAD soit Greenpeace si vous voulez des choses concrètes, moi j'ai pas été sur le terrain... mais l'analyse globale qu'on en fait c'est ça, le Niger, ce qu'il faut bien comprendre, je fais une parenthèse mais c'est importante dans toute la compréhension de votre controverse sur l'environnement: le GIEC, il y a déjà 10 ans de ça, il y a 3 gros enjeux : il y a l'état des lieux techniques, il y a le 2e c'est quels sont les impacts, et la recherche, définitions etc. Et alors les impacts à un moment donné il faut les évaluer, il faut dire il y a eu une tornade de plus, ça fait combien ? et à ce moment-là on se tourne vers qui quand on veut évaluer ça ? Les assureurs car c'est eux qui vont payer les désastres, à ce moment-là il vous dit la même tornade si elle est en Inde elle vous coûtera 1 milliard et si USA elle coûte 50 milliards, car en gros le niveau c'est 1-50. Alors je prends quel niveau ? Vous l'écrivez ça ? Non, nous GIEC on ne peut pas écrire que la vie d'un américain vaut la vie de 50 indiens... Non nous on ne peut pas écrire ça ! Même si en fait c'est la réalité ! Donc sur les mines d'uranium c'est pareil,

c'est ça la règle non-dite, insupportable à entendre mais c'est ça la réalité de la règle ! **La vie elle vaut ce que tu gagnes !** Donc si tu gagnes 300 dollars dans l'année ta vie pour 10 ans elle vaut 3000 dollars...

=> **La reconnaissance du lien causal entre l'exploitation de l'uranium et les pathologies médicales ?**

Alors ça, je vais vous signaler un autre état pervers qui est en train d'arriver sur l'histoire de pathologies... à chaque fois je fais un peu d'élargissement car je trouve intéressant que vous remettiez les éléments dans un contexte plus global.

Comme on prouve les pathologies ? En France, les pathologies professionnelles, comment prouver que j'ai été 15 ans confrontée au bazaine et effectivement le cancer de poumons, etc. Il existe en France ce qu'on appelle **des tableaux des maladies professionnelles** et il est bien dit aujourd'hui dans la loi (code du travail) qu'il y a ce qu'on appelle **la présomption de conséquences** et on dit : tel produit il est au tableau numéro machin il est susceptible de provoquer telles maladies si vous avez travaillé 15 ans dans la manipulation des produits et si vous avez la maladie inscrite au tableau on considère qu'il y a un lien... en tout cas que votre travail a effectivement contribué à obtenir ces pathologies même si d'autres choses ont pu y contribuer et donc vous devez être reconnu et traité en tant que maladie professionnelle.

Aujourd'hui on a une attaque en règle je dirais de tout le monde patronal de la chimie mais aussi Areva, qui est de dire que quand il y a une maladie professionnelle qui arrive on dit « prouvez-moi que ça vient de là ! » alors que la loi ne dit pas « prouvez-moi ! » elle dit « vous avez travaillé dans ce domaine, vous avez la pathologie correspondante, vous avez le droit » il n'y a pas à prouver... Alors Areva... les mines d'uranium arrivent en France par Narbonne (pendant longtemps était l'usine oubliée de la chaîne du nucléaire, les gens se disaient, il y a la mine, il y a l'enrichissement, et après il y a le réacteur), Narbonne fait partie de ce qu'on appelle les convertisseurs, il y en a 4 dans le monde dont une à Narbonne qui c'est le cas de l'uranium mondial et qui fait ses travaux de conversion. Donc elle a eu à ce jour, grosso-modo une maladie professionnelle reconnue, une autre je crois qu'elle est en voie de reconnaissance et chaque fois qu'une maladie émerge (en gros un cancer, etc.) elle dit excusez-moi, mais prouvez-le ! Nous on a le cas d'un sous-traitant, alors les sous-traitants on peut les irradier ceux là, (suivi une fois toutes les 15 jours) une de ces analyses d'urine qui le minimum détectable c'était 7 et qui était à 167 pour lui, 20 fois la dose... ce résultat ne lui a jamais été communiqué. Ensuite, comme il était sous-traitant il devait être recruté, il ne l'a pas été, il n'a jamais compris pourquoi. Après il a eu de gros problèmes de santé, on n'a rien trouvé, on ne comprenait pas, et 7 années après il a fait une (...) chronique. Quand il était allé voir un spécialiste à Montpellier le mec lui dit comme ça incidemment vous avez jamais travaillé dans le nucléaire ? il lui répond ah bah si oui, pendant 5 ans j'ai soudé dans les mines et il lui répond : envoyez-moi le dossier. A ce moment-là bizarrement une partie de son dossier a disparu à la crame, une autre partie n'existe plus chez Areva, le dossier où il y a la fameuse analyse a été transféré à son toubib, et voilà ils ont fini par reconnaître sa maladie... il avait quand-même 40 ans quand il a fait ça et quand-même c'est scandaleux, pourri ! Ces gens ont du fric quand il arrive un pépin comme ça, moi j'avais connu d'autres secteurs du nucléaire, et s'il y a un pépin comme ça ce n'est pas la peine de déclarer la maladie professionnelle, on va voir la famille, on embauche la femme comme secrétaire, bien payée au-delà de ses compétences, bon va aider, on s'engage jusqu'à 20-22 ans à garantir les études des enfants et puis vous ne déclarez pas la maladie professionnelle. Comme ça il y a très peu de maladies

professionnelles déclarées pour l'ensemble du tableau mais par contre il y a bcp bcp plus de mortalité que partout ailleurs, preuve qu'on en déclare bcp moins, mais qu'on les déclare quand on ne peut pas faire autrement et donc ça c'est la technique de déclaration. Mais ce qui est très désagréable dans cette histoire ce qu'on ne lui a pas communiqué la maladie dès le début, on aurait pu éviter la chose. Donc aurait pu agir, on aurait certainement pu lui éviter la chose.

C'est pour ça que j'ai des opinions un peu sec sur les nucléaires en France parce qu'il y a ça du côté d'Areva, et du côté d'EDF, pour voir ce qui se passe vous allez regarder ce qu'on appelle les sous-traitants d'EDF.

=> Pour l'histoire de faire appel à la pression, c'est quoi le meilleur moyen surtout pour l'Etat français ?

Sur le nucléaire c'est un problème très particulier. Je vais vous expliquer pourquoi. Les concertations depuis Grenelle fonctionnent presque plus ou moins bien... c'est-à-dire qu'après des heures et des heures de concertations si à la fin il n'y a rien ça ne va pas le faire. Exemple : le photovoltaïque.

FNE on est sur le terrain de la communication mais moins fort que les gens de Greenpeace ou Sortir du Nucléaire. Sur la com' nous on est à cheval. Un autre élément important c'est le juridique. On a un système juridique très fort on va souvent au tribunal et on gagne souvent.

Ce qu'il faut savoir sur le nucléaire c'est que **sur le nucléaire la concertation ne marche pas**. Elle ne marche pas pourquoi ? Pour la même raison que je viens d'expliquer sur le photovoltaïque, c'est que depuis 25 ans en gros quand on débat sur le nucléaire à la fin on se retrouve où l'on était au début. Ça ne change pas d'un iota de quelque chose. Donc, par exemple l'autre fois, j'étais invitée, Benoît Pencher c'est un député qui est un peu dans l'état de la France et qui s'intéresse beaucoup aux associations, entendre la leur voix, etc. Il nous invite à un débat sur les manières de traiter les déchets nucléaires, alors ANDRA explique comment faire tout le processus, il y a machin, etc. Alors moi excusez-moi moi je vous donne un exemple : en France en 1974 il y a Mr Masmer qui se réveille un samedi matin et qui dit bah alors on va faire du nucléaire. On en fait combien ? Il appelle EDF de l'époque et qui lui dit on peut en faire combien : dans combien de temps ? un mois ? il lui dit non, il veut à 12. Raconté par le président de l'époque. Donc il dit alors on travaille un samedi, on alerte tout le monde un truc à la louche... on était plutôt sur un rythme de deux, on dit qu'on pouvait en faire 4, alors faut dire 6 et le lendemain matin on dit allez c'est bon. On a rien demandé aux députés là, rien. Et à un moment donné, 20 ans après on se retrouve avec les déchets, on ne sait pas quoi en faire, on envoie des missions granite, machin, les mecs qui se font accueillir à coups de fourche par les paysans, on se dit on n'y arrivera pas là, il nous faut un truc avec une très forte légitimité, on dit alors on va demander aux députés de s'occuper des déchets du nucléaire. Les déchets, pas de décider s'il faut en faire plus ou moins, pas de décider, non seulement décider de s'occuper des déchets. Et moi quand je dis ça aux députés, même vous vous ne comptez pour rien, seulement pour donner un peu de légitimité, pour savoir comment on traite les déchets, mais le reste on ne vous demande même pas votre avis à vous. Donc comment voulez-vous qu'on demande aux citoyens, aux associations environnementales ? **Pour le nucléaire la concertation c'est toujours du bluff**. C'est du trompe l'œil. C'est pas là nous on est bagarré comme des fous sur le mercure, de faire en sorte que chaque partie impliquée mette de l'argent sur la table et passer aux meilleures technologies disponibles.

Donc il n'y a pas de concertation, **il y a une controverse mais il n'y a pas de concertation.** Alors il y a quelques cas où il y a eu un peu de concertation. C'est par exemple le centre de stockage de la Manche. Il est là on n'y peut rien il est tout pourri comme on faisait à l'époque, tout polluant pour la nappe phréatique dans des conditions dégueulasses etc. les gens disent si on peut un peu améliorer les choses... donc là il y a une négociation qui dure 3 ans, on a mesuré tout ce qu'il y a partout, on regarde ce qu'on peut faire, etc. Là il y a une petite négociation parce qu'on dit qu'on peut faire un peu moins pire que ce qu'il y a et que de toute façon si on fait rien ce sera pire. Voilà ! Donc là il y a un petit bout de négociation.

=> Par rapport à la nouvelle configuration de "l'industrie nucléaire française", avec EDF qui passe devant et les nouvelles politiques qui vont être mises en place, notamment la filialisation de l'extraction de l'uranium par Areva et l'ouverture de mines délocalisées dont EDF prendrait part au capital, qu'en pensez-vous ?

Bah ils sont en bagarre permanente tous les deux. Normalement au départ Cogema/Areva s'occupait des cycles de combustibles, et il a tout début du cycle, l'enrichissement, ils récupèrent à la fin du cycle les retraits et après on a mis l'ANDRA pour le stockage pendant des siècles parce que... et puis EDF possède un réacteur. Comme on est entré dans une phase obscure, au moins pour moi ni EDF ni Areva ne sont pas des services publics soyons clairs. EDF est à l'internationale se traite comme la pire des multinationales à l'internationale, n'est plus du tout un service public. Donc tous les deux sont maintenant entrés dans le privé donc Areva dit que moi aussi je peux faire des réacteurs, donc elle va en faire en Finlande, alors EDF a dit bah moi aussi je peux en faire, donc j'en avais fait à Flamanville, etc. donc voilà on joue-joue avec ces trucs et je voudrais vous rappeler **le rapport de Roussely** qui explique qu'il ne faut quand-même ne pas exagérer sur la sécurité, qui ne faut pas en faire toujours plus... c'est intéressant aujourd'hui. Je trouve que ce machin où ils se tirent la peau les uns aux autres c'est absolument grotesque, mais qu'à partir du moment où ils ont décidé que c'était des multinationales « privées » entre parenthèses se comportant comme des multinationales chacune à se tirer des machins, on peut s'attendre à tout, voilà ! Je pense que quand-même il y aura un refroidissement là.

=> Par rapport au Japon, quelles sont les leçons que la France devrait en tirer ?

Faibles sismiques et centrales vieilles de 30 à 40 ans. Premièrement les centrales vieilles il faut les fermer parce que malgré les quelques bricolages elles sont trop vieilles. Donc il faut fermer les plus anciennes, celles qui ont plus de 30 ans parce qu'elles ont été faites à des normes sismiques anciennes qui sont très très loin des normes sismiques d'aujourd'hui et on se doute que tout ce qui se passe sur l'aspect climatique va plutôt aller vers des accroissements de risques. Donc il faut fermer celles qui ont 30 et plus. Faut fermer en priorité celles qui sont sur des failles sismiques. Ensuite il faut regarder qu'on en a mis plein au bord de la mer. Alors là, très curieux au bord de mer le risque c'est le coup de mer, c'est la montée brutale des eaux, c'est la submersion, c'est des trucs comme ça. L'accident là, ce n'est pas le tsunami, les tsunamis c'est pire que tout ce qu'on peut imaginer... là non, il n'y a pas eu de refroidissement, mais ça peut se produire de mille manières différentes. Et en bord de mer la France n'arrive pas à gérer.

Il y a deux techniques de gestion : la première on recule, on accepte qu'avec la montée des niveaux des eaux la nature est plus forte que nous et on recule.

Deuxième technique, celle des hollandais coûte que coûte on tiendra. Alors on les entretiens tous les jours. Voilà, mais il ne peut pas n'y avoir ni l'une ni l'autre alors que nous c'est ni l'une ni l'autre.

On se rappelle que la France a une particularité seule au monde, c'est qu'on fait du chauffage électrique. Alors il y a d'autres pays qui en font, il y a ceux qui ont tellement qu'ils savent plus quoi en faire, mais sinon plus aucun pays au monde n'a cette stupidité de transformer de l'énergie électrique quand on sait ce que ça veut dire, quand on a une énergie aussi difficile à produire on ne s'amuse pas à faire de la chaleur dans un radiateur, c'est grotesque. Mais nous si ! Parce que quand on s'est mis à faire du nucléaire on a sorti de l'électricité à la chaîne dans des proportions monstrueuses dont on ne savait que faire, donc le seul marché qui était capable d'absorber une telle quantité d'électricité c'était de la chaleur dans les maisons. Donc on a réussi à obtenir à l'époque, EDF a réussi à l'époque qu'on ne soit pas obligé à mettre dans les maisons un conduit cheminée, donc chauffage électrique et donc toutes les maisons qui ont été construites entre les années 1980 et 2000 (la loi a été abrogée il n'y a pas longtemps) il y en a plein plein qui n'ont pas de conduit, c'est moins cher et du coup c'est forcément du chauffage électrique et donc on a pris les français en otage. En 1981 EDF n'avait pas réussi à trouver des clients pour vendre ils ont lancé une campagne de communication « quand vous sortez de chez vous ne coupez pas le chauffage électrique parce qu'en rentrant vous risquez d'en consommer plus ! » et forcément EDF faisait partie du groupe de travail d'intermittence, est-ce que ça vaut le coup de baisser, pas baisser, etc. l'idée c'était qu'il faut qu'on en consomme qu'on en consomme, on en produit trop... hallucinant quoi !